

2013



LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



METTRE LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES
AU SERVICE D'UNE MEILLEURE NUTRITION



Photos de la première de couverture et de la page 3: *Toutes les photos proviennent de la Médiabase de la FAO.*

Les produits d'information de la FAO sont disponibles en ligne à l'adresse suivante: www.fao.org/publications et peuvent être commandés en s'adressant à publications-sales@fao.org.

2013

ISSN 0251-1460

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Rome, 2013

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

ISBN 978-92-5-207671-1 (version imprimée)
E-ISBN 978-92-5-207672-8 (PDF)

© FAO, 2013

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Avant-propos | v |
| Remerciements | vi |
| Abréviations et acronymes | viii |
| Résumé | ix |
| Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition | 1 |
| 1. Le rôle des systèmes alimentaires dans la nutrition | 3 |
| Pourquoi la nutrition est-elle importante? | 5 |
| Pourquoi se concentrer sur les systèmes alimentaires pour s'attaquer à la malnutrition? | 6 |
| Possibilités d'amélioration de la nutrition offertes par les systèmes alimentaires | 8 |
| Thèmes transversaux dans les systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition | 11 |
| Lacunes dans les connaissances et les données | 14 |
| Structure du rapport | 14 |
| 2. Malnutrition et évolution des systèmes alimentaires | 16 |
| Concepts, tendances et coûts associés à la malnutrition | 16 |
| Transformation des systèmes alimentaires et malnutrition | 24 |
| Conclusions et messages clés | 29 |
| 3. La production agricole au service d'une meilleure nutrition | 31 |
| Accroître la disponibilité et l'accessibilité des aliments | 31 |
| Diversifier l'alimentation | 36 |
| Renforcer la qualité nutritionnelle des produits alimentaires | 40 |
| Conclusions et messages clés | 43 |
| 4. Des filières alimentaires au service d'une meilleure nutrition | 45 |
| Transformation des filières alimentaires | 45 |
| Amélioration de la nutrition grâce aux filières alimentaires | 52 |
| Conclusions et messages clés | 57 |
| 5. Aider les consommateurs à améliorer leur nutrition | 59 |
| Programmes d'assistance alimentaire au service d'une meilleure nutrition | 59 |
| Subventions et taxes applicables aux prix des produits alimentaires et axées sur la nutrition | 63 |
| Éducation nutritionnelle | 66 |
| Conclusions et messages clés | 72 |
| 6. Un environnement institutionnel et un cadre d'action en faveur de la nutrition | 74 |
| Définir une vision commune | 74 |
| De meilleures données pour une meilleure prise de décisions | 79 |
| Une coordination efficace est essentielle | 79 |
| Messages clés du rapport | 81 |
| Annexe statistique | 83 |
| Notes relatives au tableau en annexe | 85 |
| TABLEAU DE L'ANNEXE | 87 |
| Bibliographie | 97 |
| Chapitres spéciaux de <i>La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture</i> | 112 |

TABLEAUX

| | |
|--|----|
| 1. Années de vie corrigées du facteur invalidité (AVCI) en 1990 et 2010, par facteur de risque lié à la malnutrition, groupe de population et région | 22 |
| 2. Cultures biofortifiées d'aliments de base mises en œuvre dans le cadre du programme HarvestPlus et dates de lancement réelles ou prévues | 42 |

ENCADRÉS

| | |
|---|----|
| 1. Production et consommation durables | 4 |
| 2. L'importance des aliments d'origine animale dans les régimes alimentaires | 13 |
| 3. Fossé entre zones urbaines et zones rurales en matière de malnutrition | 18 |
| 4. Limites d'une utilisation de l'indice de masse corporelle pour mesurer l'excès de tissu adipeux | 20 |
| 5. Les 1 000 premiers jours | 35 |
| 6. Accroissement de la diversité alimentaire grâce aux potagers familiaux | 37 |
| 7. Amélioration de la nutrition infantile dans les systèmes alimentaires pastoraux | 38 |
| 8. Amélioration des moyens d'existence et de la nutrition dans l'ensemble de la chaîne de valeur du haricot | 53 |
| 9. Transformation, conservation et préparation des aliments à la maison et apports en micronutriments | 55 |
| 10. Le partenariat Grameen-Danone | 56 |
| 11. Principes directeurs pour l'amélioration de la nutrition au moyen de l'agriculture | 75 |
| 12. Gouvernance de la nutrition au niveau international | 77 |

FIGURES

| | |
|---|----|
| 1. Interventions au niveau des systèmes alimentaires dans le but d'améliorer la nutrition | 9 |
| 2. Prévalence du retard de croissance, de l'anémie et des carences en micronutriments chez les enfants, par région en développement | 19 |
| 3. Prévalence du surpoids et de l'obésité chez les adultes, par région | 21 |
| 4. Les multiples difficultés engendrées par la malnutrition | 25 |
| 5. Transformation du système alimentaire | 26 |
| 6. Représentation des pays dans chaque catégorie de malnutrition en fonction du niveau de productivité agricole | 26 |
| 7. Représentation des pays dans chaque catégorie de malnutrition en fonction du niveau d'urbanisation | 28 |
| 8. Part des points de vente traditionnels et modernes dans le marché des fruits et des légumes frais d'une sélection de pays | 47 |
| 9. Ventes au détail d'aliments conditionnés, par région | 48 |
| 10. Part des points de vente traditionnels et modernes dans le marché des fruits et des légumes frais et dans le marché des aliments conditionnés d'une sélection de pays | 49 |

Avant-propos

Alors que la communauté mondiale se penche sur le programme de développement pour l'après-2015, nous devons mettre tout en œuvre pour éradiquer la faim et la malnutrition, rien de moins. Les coûts sociaux et économiques de la malnutrition sont excessivement élevés; ils pourraient avoisiner 3 500 milliards de dollars EU par an, soit 500 dollars EU par personne à l'échelle mondiale. La charge morbide de la malnutrition maternelle et infantile reste supérieure à celle du surpoids et de l'obésité, quoique cette dernière soit en hausse partout, même dans les régions en développement. Le défi que la communauté mondiale va devoir relever est donc double: continuer de lutter contre la faim et la dénutrition tout en prévenant l'obésité ou en y remédiant.

La présente édition de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, intitulée *Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition*, part du principe qu'une bonne nutrition trouve sa source dans l'alimentation et l'agriculture. Les systèmes alimentaires mondiaux sont divers par nature et évoluent rapidement. Ils s'industrialisent, se mondialisent, leur dimension commerciale s'étoffe, et tous ces changements mettent en branle des processus de croissance de la productivité, de développement économique et de transformation sociale dont les effets se font sentir dans le monde entier et qui ont de profondes répercussions sur les régimes alimentaires et les résultats nutritionnels.

La commercialisation et la spécialisation dans les secteurs de la production agricole et de la transformation et de la distribution des produits alimentaires ont permis de renforcer l'efficience dans l'ensemble du système alimentaire, et d'accroître, pour la plupart des consommateurs du monde, la disponibilité et l'accessibilité financière d'une large gamme d'aliments, en toutes saisons. Parallèlement, l'inquiétude grandit au sujet de la durabilité des modes de consommation et de production

actuels, et de leurs implications en termes de résultats nutritionnels.

Les systèmes alimentaires doivent garantir à chacun un accès à des denrées de bonne qualité nutritionnelle, mais aussi aux connaissances et à l'information nécessaires pour faire des choix alimentaires sains. Les contributions de l'alimentation et de l'agriculture aux résultats nutritionnels par le jeu de la production, des prix et des revenus sont fondamentales et ne doivent pas être négligées, mais les systèmes alimentaires pourraient, dans leur ensemble, apporter bien davantage. Le présent rapport recense un certain nombre de mesures précises qui permettraient aux systèmes alimentaires de renforcer leur concours à l'amélioration de la nutrition. Par ailleurs, la réduction des pertes de produits alimentaires et des pertes de nutriments dans l'ensemble du système alimentaire est nécessaire pour agir à la fois sur la durabilité environnementale et sur la nutrition.

Les approches de la nutrition fondées sur les systèmes alimentaires sont souvent opposées à celles reposant sur des interventions à caractère médical, comme la supplémentation en vitamines et en minéraux. Même si les compléments nutritionnels permettent de remédier à certaines carences, un régime alimentaire de bonne qualité nutritionnelle garantit que les personnes reçoivent l'ensemble des nutriments dont elles ont besoin, et constitue donc la seule approche susceptible de remédier à toutes les formes de malnutrition. De surcroît, les approches fondées sur les systèmes alimentaires font droit aux avantages sociaux, psychologiques et culturels que procure le fait de jouir d'une alimentation variée. La malnutrition est un problème complexe qui nécessite des interventions intégrées, multisectorielles, mais une bonne nutrition passe d'abord par l'alimentation et l'agriculture. Le présent rapport montre la voie à suivre.



José Graziano da Silva
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO

Remerciements

L'édition 2013 de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* a été rédigée par des membres de la Division de l'économie du développement agricole (ESA) de la FAO sous la direction générale de Kostas Stamoulis, Directeur; de Keith Wiebe, Administrateur général; et de Terri Raney, Économiste principale et Éditrice en chef. Les aspects techniques ont bénéficié des lumières de Barbara Burlingame, Administratrice générale; James Garrett, Conseiller spécial; et Brian Thompson, Fonctionnaire principal de la Division de la nutrition (ESN); David Hallam, de la Division du commerce et des marchés (EST); Jomo Kwame Sundaram, Sous-Directeur général chargé du Département économique et social (ADG-ES) et Daniel Gustafson, Directeur général adjoint (Opérations).

L'équipe chargée des recherches et de la rédaction, dirigée par André Croppenstedt, comprenait Brian Carisma, Sarah Lowder, Terri Raney et Ellen Wielezynski (ESA); ainsi que James Garrett, Janice Meerman et Brian Thompson (ESN). L'annexe statistique a été élaborée par Brian Carisma sous la supervision de Sarah Lowder (ESA). Aparajita Bijapurkar et Andrea Woolverton (ESA); Robert van Otterdijk, de la Division des infrastructures rurales et des agro-industries (AGS); et Alexandre Meybeck, du Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs (AGD) ont également apporté leur contribution.

Ce rapport a été préparé en étroite collaboration avec Janice Albert, Leslie Amoroso, Juliet Aphane, Ruth Charrondiere, Charlotte Dufour, Florence Egal, Anna Herforth, Gina Kennedy, Warren Lee, Ellen Muehlhoff, Valeria Menza, Martina Park et Holly Sedutto (ESN); et avec les coordonnateurs de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*: Daniela Battaglia, Division de la production et de la santé animales (AGA); Alison Hodder et Remi Kahane, Division de la production végétale et de la protection des plantes (AGP); David Kahan, Bureau de l'échange des connaissances (OEK); Florence Tartanac

et Anthony Bennett (AGS); Julien Custot et Jonathan Reeves, Division du climat, de l'énergie et des régimes fonciers (NRC); Karel Callens, Division de la coopération Sud-Sud et de la mobilisation des ressources (TCS); Neil Marsland et Angela Hinrichs, Division des urgences et de la réhabilitation (TCE); Maxim Lobovikov et Fred Kafeero, Division de l'économie, des politiques et des produits forestiers (FOE); Benoist Veillerette, Division du Centre d'investissement (TCI); John Ryder, Division des politiques et de l'économie de la pêche et de l'aquaculture (FIP); Eleonora Dupouy et David Sedik, Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale (REUT); Fatima Hachem, Bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (FAORNE); David Dawe et Nomindelger Bayasgalanbat, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (FAORAP); Solomon Salcedo, Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (FAORLC); et James Tefft, Bureau régional pour l'Afrique (FAORAF). Des éléments et analyses supplémentaires ont été fournis par Jesús Barreiro-Hurlé, Juan Carlos García Cebolla, Maarten Immink, Joanna Jelensperger, Panagiotis Karfakis, Frank Mischler, Mark Smulders et Keith Wiebe (ESA); Terri Ballard, Ana Moltedo et Carlo Cafiero, Division de la statistique (ESS); et Christina Rapone, Elisenda Estruch et Peter Wobst, Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural (ESW).

Des documents d'information et contributions externes ont été préparés par Christopher Barrett, Miguel Gómez, Erin Lentz, Dennis Miller, Per Pinstrup-Andersen, Katie Ricketts et Ross Welch (Université Cornell); Bruce Traill (Université de Reading); Mario Mazzocchi (Université de Bologne); Robert Mazur (Université de l'État d'Iowa); Action Contre la Faim/ACF-International; Save the Children (Royaume-Uni); Manan Chawla (Euromonitor); et Stephen Lim, Michael MacIntyre, Brittany Wurtz, Emily Carnahan et Greg Freedman (Université de Washington).

Ce rapport a bénéficié des révisions et avis externes de nombreux experts

internationaux: Francesco Branca, Mercedes de Onis, Marcella Wüstefeld et Gretchen Stevens, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS); Corinna Hawkes, du *World Cancer Research Fund International*; Howarth Bouis et Yassir Islam, d'HarvestPlus; John McDermott, Agnes Quisumbing et Laurian Unnevehr, de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI); Lynn Brown et Saskia de Pee, du Programme alimentaire mondial (PAM); Jennie Dey de Pryck, Mark Holderness et Harry Palmier, du Forum mondial de la recherche agricole (FMRA); Delia Grace, de l'Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI); et Marie Arimond, de l'Université de Californie à Davis.

Michelle Kendrick, du Département du développement économique et social (ES), a été chargée de la publication et de la gestion du projet. Paola Di Santo et Liliana Maldonado ont apporté l'appui administratif, et Marco Mariani l'appui informatique, pendant toute la durée du projet. Nous remercions David Hallam pour le soutien apporté à la préparation de l'atelier technique, et Jill Buscemi-Hicks (EST) pour l'organisation de cet événement. Les services de traduction et d'impression ont été fournis par le Service de programmation et de documentation des réunions de la FAO (CPAM). Les services de conception graphique et de mise en page ont été assurés par Omar Bolbol et Flora Dicarlo.

Abréviations et acronymes

| | |
|--------|---|
| AVCI | Année de vie corrigée du facteur invalidité |
| CONSEA | Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (<i>Conselho Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional</i>) |
| IFPRI | Institut international de recherche sur les politiques alimentaires |
| IMC | Indice de masse corporelle |
| MCLCP | Table ronde pour la réduction de la pauvreté (<i>Mesa de Concertación para la Lucha Contra la Pobreza</i>) |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économiques |
| OMD | Objectif du Millénaire pour le développement |
| OMS | Organisation mondiale de la Santé |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| ONU | Organisation des Nations Unies |
| PAM | Programme alimentaire mondial |
| PIB | Produit intérieur brut |
| R&D | Recherche et développement |
| REACH | Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants (<i>Renewed Efforts Against Child Hunger and Undernutrition</i>) |
| SUN | Mouvement Renforcer la nutrition (<i>Scaling Up Nutrition</i>) |
| UE | Union européenne |
| UNICEF | Fonds des Nations Unies pour l'enfance |
| VAC | <i>Vuon, Ao, Chuong</i> (production végétale, aquaculture, élevage) |

Résumé

La malnutrition, sous toutes ses formes – dénutrition, carences en micronutriments, excès pondéral et obésité – fait peser des coûts économiques et sociaux inacceptables sur les pays, à tous les niveaux de revenu. Le raisonnement développé dans la publication *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2013: mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition* est le suivant: pour améliorer la nutrition et réduire ces coûts, il faut prendre comme point de départ l'alimentation et l'agriculture. Si le rôle de production d'aliments et de génération de revenus traditionnellement dévolu à l'agriculture reste fondamental, l'agriculture et le système alimentaire dans son ensemble – des apports d'intrants et de la production à la consommation, en passant par la transformation, le stockage, le transport et la vente au détail – peuvent cependant apporter une contribution bien plus conséquente à l'éradication de la malnutrition.

La malnutrition a un coût élevé pour la société

Selon les estimations les plus récentes de la FAO, 12,5 pour cent des habitants de la planète (soit 868 millions de personnes) ont un apport énergétique insuffisant. Cependant, ce chiffre ne correspond qu'à une partie de la charge de la malnutrition dans le monde. En effet, on estime que 26 pour cent des enfants dans le monde présentent un retard de croissance, que 2 milliards de personnes souffrent d'une ou plusieurs carences en micronutriments et que 1,4 milliard de personnes sont en excès pondéral, dont 500 millions sont obèses. La plupart des pays sont touchés par plusieurs types de malnutrition, qui peuvent coexister à l'échelle du pays, du ménage ou de l'individu.

Le coût social de la malnutrition, mesuré par le nombre d'années de vie corrigées de l'incapacité perdues à cause de la malnutrition de la mère et de l'enfant, de

l'excès pondéral et de l'obésité, est très élevé. Au-delà de ce coût social, le coût de la malnutrition pour l'économie mondiale, du fait de la perte de productivité et des coûts directs des soins de santé, pourrait représenter jusqu'à 5 pour cent du produit intérieur brut (PIB) mondial, soit 3 500 milliards de dollars EU par an, ou 500 dollars EU par personne. On estime que le coût de la dénutrition et des carences en micronutriments représente 2 à 3 pour cent du PIB mondial, soit 1 400 à 2 100 milliards de dollars EU par an. Bien qu'il n'existe aucune estimation à l'échelle mondiale des coûts économiques de l'excès pondéral et de l'obésité, les coûts cumulés de toutes les maladies non transmissibles pour lesquelles l'excès pondéral et l'obésité sont les principaux facteurs de risque ont été estimés à environ 1 400 milliards de dollars EU en 2010.

La malnutrition de la mère et de l'enfant – en particulier l'insuffisance pondérale et les carences en micronutriments de l'enfant ainsi que les insuffisances en matière d'allaitement maternel – est le problème nutritionnel qui constitue au niveau mondial, de loin, la charge la plus importante en termes de santé publique, entraînant des coûts sociaux pratiquement deux fois plus élevés que ceux de l'excès pondéral et de l'obésité de l'adulte. Le coût social de la malnutrition de la mère et de l'enfant a pratiquement été divisé par deux depuis vingt ans, tandis que celui de l'excès pondéral et de l'obésité a pratiquement doublé. Le premier phénomène reste toutefois, de loin, le problème le plus important, en particulier dans les pays à faible revenu. Dans l'immédiat, la dénutrition et les carences en micronutriments doivent dès lors rester les premières priorités nutritionnelles de la communauté internationale. Le défi que doivent relever les responsables politiques consiste à s'attaquer à ces problèmes tout en évitant ou en inversant la tendance récente de l'excès pondéral et de l'obésité. Il s'agit là d'un défi de taille, mais le jeu en vaut largement la chandelle: investir dans la

lutte contre les carences en micronutriments, par exemple, permettrait d'améliorer la santé des populations, de réduire le taux de mortalité infantile et d'accroître les recettes futures, le rapport avantages-coûts étant d'environ 13 contre 1.

Pour s'attaquer à la malnutrition, il est nécessaire d'adopter des mesures intégrées et intersectorielles

Les causes immédiates de la malnutrition sont complexes et recouvrent plusieurs dimensions. Citons notamment les insuffisances concernant la disponibilité d'aliments sûrs, variés et nutritifs, l'accessibilité de ceux-ci, l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux soins de santé, l'alimentation des enfants et les choix alimentaires des adultes. Les causes profondes de la malnutrition sont encore plus complexes et englobent le contexte économique, social, politique, culturel et physique au sens large. Pour s'attaquer à la malnutrition, il faut donc adopter des mesures intégrées et engager des interventions complémentaires au niveau de l'agriculture et du système alimentaire en général, en matière de santé publique et d'éducation, ainsi que dans d'autres champs d'action plus vastes des politiques. Étant donné que les interventions requises relèvent des compétences de plusieurs organismes publics, un soutien politique de haut niveau doit venir motiver la coordination nécessaire entre les différents secteurs.

L'amélioration de la nutrition est subordonnée aux multiples aspects du système alimentaire

Les systèmes alimentaires regroupent l'ensemble des personnes, des institutions et des processus par lesquels les produits agricoles sont produits, transformés et arrivent au consommateur. Ils englobent également les fonctionnaires, les organisations de la société civile et les spécialistes du développement qui conçoivent les politiques, les réglementations, les programmes et les projets qui façonnent l'alimentation et l'agriculture.

Les divers aspects du système alimentaire ont une influence sur la disponibilité d'aliments variés et nutritifs et l'accessibilité de ceux-ci, et donc sur la capacité des consommateurs à choisir des régimes alimentaires sains. Cependant, les liens entre le système alimentaire et les résultats nutritionnels sont bien souvent indirects: les résultats étant modulés par les revenus, les prix, les connaissances et d'autres facteurs. Par ailleurs, les politiques et interventions axées sur le système alimentaire sont rarement conçues avec pour objectif premier d'améliorer la nutrition. Leurs effets peuvent ainsi être difficiles à appréhender et les chercheurs concluent parfois que les interventions portant sur le système alimentaire sont inefficaces pour lutter contre la malnutrition. En revanche, les interventions médicales telles que l'administration de vitamines sous forme de compléments permettent de s'attaquer à des carences spécifiques et ont des effets plus facilement observables. Elles ne peuvent toutefois remplacer tous les bienfaits nutritionnels plus nombreux qu'offre un système alimentaire efficace. Chaque aspect du système alimentaire doit être aligné de manière à favoriser une bonne nutrition. Toute intervention isolée a donc peu de chances d'avoir un impact sensible dans un système aussi complexe. Les interventions dans lesquelles le système alimentaire est considéré comme un tout ont plus de probabilités de déboucher sur des résultats nutritionnels positifs.

La transformation des systèmes alimentaires est le moteur de transition nutritionnelle

Le développement économique et social entraîne une transformation progressive de l'agriculture, qui se caractérise par un accroissement de la productivité de la main-d'œuvre, une réduction de la part de la population travaillant dans l'agriculture et une progression de l'urbanisation. Les nouvelles modalités de transport, de loisirs, d'emploi et d'activités au domicile conduisent à une vie plus sédentaire et à une demande accrue de plats cuisinés. Cette transformation des modes d'activité et d'alimentation relève d'une «transition

nutritionnelle» dans le cadre de laquelle les ménages et les pays peuvent être confrontés simultanément au nouveau défi de l'excès pondéral, de l'obésité et des maladies non transmissibles qui y sont liées et à celui, plus ancien, de la dénutrition et des carences en micronutriments. Du fait de la complexité et de l'évolution rapide, dans chaque pays, du phénomène de malnutrition et des systèmes alimentaires, les politiques et les interventions doivent être adaptées au contexte.

La croissance de la productivité agricole contribue à l'amélioration de la nutrition mais elle doit faire davantage

La croissance de la productivité agricole contribue à l'amélioration de la nutrition par l'augmentation des revenus, en particulier dans les pays où le secteur représente une grande part de l'économie et de l'emploi, et par la réduction du coût des aliments pour l'ensemble des consommateurs. Toutefois, il faut savoir que les effets de la croissance de la productivité agricole s'expriment lentement et pourraient ne pas être suffisants pour faire reculer rapidement la malnutrition.

Il sera d'autant plus essentiel, dans les décennies à venir, de préserver le rythme de la croissance de la productivité agricole qu'il faudra accroître de 60 pour cent la production d'aliments de base pour pouvoir faire face à l'augmentation attendue de la demande. Au-delà des aliments de base, un régime alimentaire sain se doit d'être varié et d'apporter une combinaison équilibrée et adéquate de calories, de lipides et de protéines, ainsi que des micronutriments. Les priorités en matière de recherche et développement agricole doivent être fixées davantage en fonction de la nutrition, une place plus importante étant faite aux aliments riches en éléments nutritifs tels que les fruits, les légumes, les légumineuses et les aliments d'origine animale. Il faut consacrer davantage d'efforts aux interventions qui permettent la diversification de la production des petits exploitants, comme les systèmes agricoles intégrés. L'accroissement de la teneur en micronutriments des aliments

de base que l'on s'efforce d'obtenir directement au moyen de la biofortification est particulièrement prometteuse. Les interventions agricoles sont généralement plus efficaces lorsqu'elles sont accompagnées d'une éducation nutritionnelle et mises en œuvre en tenant compte des rôles dévolus par la société aux deux sexes.

Du point de vue de l'amélioration de la nutrition, les chaînes de production présentent des risques mais ouvrent aussi des possibilités

Les systèmes alimentaires traditionnels et les systèmes alimentaires modernes coexistent et évoluent avec la croissance économique et la progression de l'urbanisation. Les chaînes de production modernes comportent une intégration verticale du stockage, de la distribution et de la vente au détail et offrent des gains d'efficience de nature à permettre une baisse des prix à la consommation et une augmentation des revenus des agriculteurs. Elles se caractérisent par la production d'un large éventail d'aliments nutritifs sur toute l'année, mais aussi par la vente de quantités d'aliments fortement transformés et conditionnés, dont la consommation excessive peut contribuer à l'excès pondéral et à l'obésité. La transformation et la distribution modernes des produits alimentaires ouvrent également la voie à l'utilisation d'aliments enrichis, qui peuvent jouer un grand rôle en matière de nutrition.

Les supermarchés se développent rapidement dans les pays à faible revenu, mais la plupart des consommateurs pauvres des zones rurales et urbaines achètent encore la plus grande partie de leurs aliments en passant par les réseaux de distribution traditionnels. Ces points de vente traditionnels constituent le premier canal de distribution d'aliments riches en nutriments tels que les fruits, les légumes et les produits d'origine animale, même s'ils vendent de plus en plus d'aliments transformés et conditionnés. Le recours aux points de vente traditionnels pour la distribution d'aliments enrichis tels que le sel iodé est une autre stratégie qui a fait ses preuves en ce qui concerne l'amélioration des résultats nutritionnels.



Des améliorations au niveau de l'assainissement, de la manipulation des aliments et des modes de stockage dans les systèmes alimentaires traditionnels pourraient déboucher sur des gains d'efficience et renforcer la sécurité sanitaire et la qualité nutritionnelle des aliments. La lutte contre les pertes d'aliments, les pertes d'éléments nutritifs et le gaspillage d'un bout à l'autre des systèmes alimentaires pourrait être très utile pour améliorer la nutrition et pour atténuer la pression qui s'exerce sur les ressources productives.

Les choix du consommateur déterminent les résultats nutritionnels et la durabilité

Il est essentiel de faire en sorte que les systèmes améliorent davantage la nutrition, pour que les aliments soient disponibles, accessibles, variés et nutritifs, mais il est tout aussi important d'aider les consommateurs à faire des choix alimentaires sains. On a pu constater l'efficacité de la promotion de changements de comportement par l'éducation nutritionnelle et par des campagnes d'information dans un contexte propice où l'on s'intéresse également à l'assainissement à l'échelle des ménages et aux aliments de complément appropriés. Même dans les régions où la dénutrition et les carences en micronutriments sont encore les principaux problèmes, il convient de miser sur la prévention d'une augmentation de l'excès pondéral et de l'obésité, en particulier à long terme. En changeant les comportements, on peut également réduire la quantité de déchets produits et contribuer à l'utilisation durable des ressources.

Un environnement institutionnel et politique en faveur de la nutrition

Des progrès ont été réalisés: dans certains pays, la malnutrition a sensiblement reculé ces dernières décennies. Mais ces progrès sont inégaux et il est aujourd'hui urgent de mieux utiliser le système alimentaire pour améliorer la nutrition. Du fait de la complexité de la malnutrition et de ses causes profondes, l'approche adoptée doit, pour être la plus efficace, regrouper de multiples parties

prenantes et être intersectorielle.

Une telle approche nécessite une meilleure gouvernance s'appuyant sur des données solides, une vision commune et une volonté politique qui permettront d'assurer une planification et une coordination efficaces et d'encourager la collaboration requise entre les différents secteurs et au sein de ceux-ci.

Principales conclusions du rapport

- **La malnutrition, sous toutes ses formes, entraîne des coûts humains et économiques inacceptables pour la société.** Les coûts associés à la dénutrition et aux carences en micronutriments sont plus élevés que ceux associés à l'excès pondéral et à l'obésité, bien que ces derniers connaissent une croissance rapide, même dans les pays à faible revenu ou dans les pays à revenu intermédiaire.
- **Pour s'attaquer à la malnutrition, il convient d'adopter une approche multisectorielle qui englobe des interventions complémentaires au niveau des systèmes alimentaires, de la santé publique et de l'éducation.** Cette approche facilite par ailleurs la poursuite d'objectifs multiples, notamment l'amélioration de la nutrition, l'égalité des sexes et la durabilité environnementale.
- **Dans le cadre d'une approche multisectorielle, les systèmes alimentaires offrent de nombreuses possibilités d'interventions débouchant sur une amélioration des régimes alimentaires et de la nutrition.** Certaines de ces interventions ont pour objectif principal d'améliorer la nutrition. D'autres menées au niveau des systèmes alimentaires et dans l'environnement économique, social ou politique général peuvent avoir un effet sur la nutrition même si tel n'est pas leur objectif premier.
- **Il demeure essentiel d'accroître la production et la productivité agricoles pour améliorer la nutrition, mais ce n'est pas tout.** Il faut poursuivre la recherche agronomique en vue d'améliorer la productivité, mais il convient aussi de faire une plus grande place aux aliments riches en éléments nutritifs tels que les

fruits, les légumes, les légumineuses et les produits d'origine animale, et aux systèmes de production plus durables. Les interventions menées au niveau de la production sont plus efficaces lorsqu'il est tenu compte des rôles dévolus par la société aux deux sexes et lorsqu'elles sont accompagnées d'une éducation nutritionnelle.

- **Du point de vue de l'amélioration de la nutrition et de la mise en place de systèmes alimentaires plus durables, les chaînes de production traditionnelles et les chaînes de production modernes présentent toutes deux des risques mais ouvrent aussi des possibilités.** En améliorant les chaînes de production traditionnelles, on pourra contribuer à réduire les pertes, à faire baisser les prix et à diversifier les choix des ménages à revenu relativement faible. Le développement de la vente au détail et de la transformation modernes des produits alimentaires peut faciliter le recours à l'enrichissement des aliments pour lutter contre la malnutrition, mais la disponibilité accrue de produits

fortement transformés et conditionnés peut favoriser l'excès pondéral et l'obésité.

- **En définitive, ce sont les consommateurs qui choisissent ce qu'ils mangent et donc ce que le système alimentaire produit.** Cependant, les pouvoirs publics, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile peuvent, les uns comme les autres, aider le consommateur à faire des choix plus sains, à produire moins de déchets et à contribuer à l'utilisation durable des ressources, en lui fournissant des informations claires et justes et en veillant à ce qu'il ait accès à des aliments variés et nutritifs.
- **Une meilleure gouvernance des systèmes alimentaires à tous les niveaux, facilitée par un soutien politique de haut niveau, est nécessaire à l'élaboration d'une vision commune, à l'appui à des politiques reposant sur des éléments concrets et à la promotion d'une coordination et d'une collaboration efficaces au moyen de mesures intégrées et multisectorielles.**



